

Georges BESCOS
Chef d'Entreprise
Délégué Consulaire Transports
Chambre de commerce industrie
OFFICIER de RESERVE
Vice-Président du Parti Radical

Candidate suppléante
Edmonde TADDEI
Rapatriée d'Algérie
COMMERÇANTE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978
1re Circonscription de la Haute-Garonne

AVEC LE PARTI RADICAL

OUI AU BON SENS
A L'ESPOIR
A L'UNITE

Madame Mademoiselle Monsieur,

Les militants de la Haute Garonne et le Comité Directeur du Parti Radical m'ont désigné à l'unanimité de ses membres, comme candidat aux prochaines élections législatives dans la 1re circonscription de la Haute-Garonne. Cette désignation démocratique me permet de m'adresser à chacun de vous au nom du Parti Radical et au nom de l'Unité Radicale.

L'avenir de notre Région, de notre Pays, vous concernent de très près. Vous devez participer au scrutin et votre voix est importante. Un vote est toujours politique. Il représente la dignité du citoyen au sein de la République, car il est une délégation de Pouvoir.

Faire de la politique, n'est pas pour moi, une fin en soi, c'est avant tout, bien connaître les Hommes pour être à même de résoudre efficacement les problèmes qui se posent à eux quotidiennement, dans un contexte départemental, régional ou national.

Pour moi, si le député participe à la définition de l'intérêt général, il doit être aussi l'interprète des intérêts de la circonscription. En fait, il doit être à PARIS le meilleur avocat de sa région pour plaider les dossiers les plus difficiles, le chargé des relations publiques apte à obtenir les crédits, les subventions, la sollicitude de l'Etat.

Toulousain de naissance, né rue Bayard, passionnément attaché à notre Région où ma famille depuis trois générations est installée au cœur même de l'arrondissement. Arrondissement citadin, agricole, reflet de la France, où il fait encore bon vivre.

Vous le savez, votre député sera élu pour cinq ans et suivant les résultats nationaux le type même de notre Société risque d'être remis en cause. Partout dans le monde, les libertés publiques sont toujours étroitement liées à la liberté d'entreprendre et que lorsque celle-ci disparaît, celles-là sont bien prêtes de mourir. Depuis 1907, mes illustres ainés, ont toujours refusé tout carcan dogmatique, ont toujours défendu le libre épanouissement de chacun, le développement des initiatives créatrices et l'esprit d'entreprise. Ce sont les raisons essentielles qui ont motivé notre refus de cautionner ce programme de faillite et d'asservissement collectiviste qualifié de programme commun.

Aux menaces d'étouffement de l'individu, prenant pour certains l'aspect définitif d'un aller simple, vers un régime autoritaire, il conviendra, sous l'autorité du Président de la République, d'obtenir le plus large consensus pour un minimum de mesures d'équité et de justice. Il ne suffit pas de déplorer en permanence «la coupure de la France en deux» mais de proposer un certain nombre de réformes qui peuvent, honnêtement, recueillir l'adhésion d'une très large majorité d'entre vous.

Face à la révolution économique mondiale, la «reconstruction» de notre pays, demandera, pour plusieurs années, 100 milliards par an. C'est considérable. La moitié seulement pourra être fournie par la croissance ; l'autre moitié exigera de la part des Françaises, des Français, un effort de solidarité, pour assurer le renouveau. Telle est la vérité.

Œuvre de longue haleine, l'attaque des inégalités n'aboutira pas en un jour. Elle doit commencer demain. Deux mesures prioritaires donneront à la collectivité un signal d'équité et de volonté : l'imposition annuelle des grandes fortunes la réforme de l'impôt sur les grandes successions.

Etre compétitif, c'est être plus efficace que les autres. Il importe donc de respecter la liberté et la volonté d'entreprendre, de laisser aux entreprises la capacité d'investir. L'Etat garant de l'Emploi, ne doit ni se gaspiller ni se tromper dans ses choix.

Les bouleversements de l'économie mondiale rendent à la fois plus vaine une planification exhaustive et plus nécessaire l'amélioration des conditions des choix économiques. Tel sera le rôle d'une planification de sélection et décentralisée. Le pouvoir devra ainsi définir un Plan de nouvelle nature, dont les priorités — le noyau dur — seront impératives pour les équipements collectifs : grandes communications, formation, écoles, hôpitaux, crèches, transports. L'Argent des Français, celui de nos impôts, ne peut plus se perdre dans le maquis des subventions et des privilèges. Ce détournement généralisé est à la fois immoral et anti-économique. Pour la justice et l'efficacité, aucune aide ne sera plus accordée sans un contrôle strict de son utilisation, sans contre partie et sans débat à ciel ouvert. C'est une condition de la démocratie.

Le pouvoir d'Etat, face aux difficultés, s'est enfermé de plus en plus à l'intérieur d'une bureaucratie centralisée qui s'est, tout naturellement, emparée des leviers de commande à l'écart des élus. A ce processus, que rien encore n'est venu freiner, il faut, sans hésitation, mettre un terme. La Réforme devra se fonder sur deux principes :

— Redistribuer aux collectivités locales une part importánte des ressources financières, actuellement monopolisées par l'Etat.

— Rétablir dans leur plénitude les pouvoirs du citoyen dans le cadre des collectivités majeures qui le représentent et l'expriment : les Régions.

Un transfert de ressources et des décisions de l'Etat, vers les Régions élues et responsables, dans les domaines des équipements, de la formation de l'Emploi, du développement économique, de la culture, et de la qualité de la vie, donnera aux Français aux Françaises la maîtrise de leur vie quotidienne et de l'avenir de leurs enfants.

VOULOIR LA LIBERTE : «Débarrassés des obstacles d'une organisation propre à tout empêcher les Français qui, après tout, ont le droit de n'être pas de Paris, retrouveraient d'heureuses issues aux mouvements de la vie régionale, qui sont en tout pays la condition nécessaire de la liberté».

Georges CLEMENCEAU
Strasbourg 1919

Dans une France qui, désormais, doit frayer sa voie et construire son avenir sans autre vraie ressource naturelle qu'est l'intelligence créatrice, il serait grave de négliger notre jeunesse et de ne pas opérer une «révolution culturelle» de la base au sommet de notre système d'Education. A l'entrée de la communale, les jeux, pour l'essentiel sont faits... Cette inégalité terrible des chances est, sans doute le gâchis le plus grave pour le pays. Aussi proposons-nous d'abord que la création d'un «cycle d'éveil» vienne, concrètement, dégager l'ensemble des moyens nécessaires pour que, de deux ans à six ans, tous les enfants, quels que soient leur origine sociale et leur milieu familial puissent recevoir l'entraînement que réclame l'éveil de leur intelligence. Cet effort sera le plus fructueux de tous les investissements. A l'autre extrémité de notre système d'éducation, les grands Concours et les grands Corps déciment notre jeunesse et perpétuent les castes qui rigidifient notre société. Ce mécanisme archaïque doit être aménagé pour que les jeunes esprits accèdent, beaucoup plus nombreux, à un enseignement inestimable. Les admissions sur titres, notes et travaux antérieurs, élargiront les promotions ; et irrigueront la France de demain.

Le changement de monde, qui ne fait que commencer, implique pour la France une juste appréciation de ses faiblesses comme de ses atouts, une transformation sociale, une autre répartition des pouvoirs, une nouvelle stratégie de développement. Cela ne peut manquer de heurter tant de situations et d'habitudes, que les responsables politiques doivent, eux d'abord se défaire des schémas et des dogmes qui, jusqu'à présent, ont tant réduit leur efficacité. Pour que les Français se surpassent, et l'on voit qu'ils y sont prêts, il nous reste à donner l'exemple.

Tel est, à mes yeux le vrai choix.
Je sais, que le bon sens l'emportera, alors... l'espoir renaîtra.
Je vous prie d'agréer, Madame, Mademoiselle, Monsieur, l'assurance de mon entier dévouement.

VOTEZ Pour LA FRANCE
Pour LA REPUBLIQUE

imp du parc sarl 18, av de toulouse 31600 muret tél 511979 rc 76 b 501